

MAIRIE DU PONTET
84130

18/TEC/069

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE SAINT JEAN

Le Maire de la commune du PONTET,

Vu la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.25 à R 411.28, R417.4, R 417.9, R 417.10 et R 417.12,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel modifié du 7 juin 1977,

Vu la demande formulée par Monsieur Bastien JACUCCI de la SARL COMELEC du 06 février 2018,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles en vue de prévenir tout accident et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, provoquées par les travaux d'ouverture de chambres ORANGE pour le tirage de fibre optique, sur l'avenue Saint Jean,

Sur la proposition de Monsieur le directeur général des services de la mairie du PONTET,

ARRETE

ARTICLE 1 : La SARL COMELEC est autorisée à effectuer des travaux de tirage fibre optique, pour le compte d'Orange, du 12 février 2018 au 17 février 2018 de 21H00 à 7h00, avenue Saint Jean, la circulation sera réglementée afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARTICLE 2 : Les travaux prévus nécessiteront la mise en place d'un chantier mobile comprenant des engins de chantier ainsi que leur personnel exposé sur la voie de circulation sans jamais toutefois empiéter sur la voie de circulation opposée. La mise en place d'un dispositif de signalisation établi sur la base du schéma 4-06, 4-05 et 4-02 chantier mobile du manuel du chef de chantier – voirie urbaine – volume 3.

ARTICLE 3 : L'entreprise veillera à ce que le cheminement des piétons puisse être maintenu dans de bonnes conditions de sécurité.

ARTICLE 4 : Le stationnement des véhicules sera considéré comme gênant au droit des travaux. Les véhicules en infraction au présent arrêté, seront enlevés aux frais, risques et périls de leurs propriétaires. L'entreprise devra mettre en place la signalisation nécessaire au moins 48h00 avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 5 : La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La signalisation de restriction et de protection chantier est à la charge et sous la responsabilité de la SARL COMELEC – 19, avenue de la gare du midi – 34120 PEZENAS.

ARTICLE 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Monsieur le directeur général des services de la mairie du PONTET, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie du Pontet, les agents de la police municipale et la SARL COMELEC sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notifié le 13/02/2018.

Publié le 13/02/2018.



Le Maire,
qui certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire du présent acte

Joris HEBRARD
Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint délégué à la sécurité publique

Jean-Louis COSTA